
Informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA

Cote du document: EB 2023/OR/3

Date: 17 août 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale – Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise ([EB 2022/135/R.39](#))

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner les présentes informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA.

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
courriel: d.brown@ifad.org

Bettina Prato

Conseillère politique et technique supérieure auprès
du Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
courriel: b.prato@ifad.org

Pour de plus amples renseignements sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA, veuillez consulter la page <https://www.ifad.org/fr/initiative-de-riposte-a-la-crise?fromhp>.

Informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA

I. Vue d'ensemble de l'Initiative de riposte à la crise

1. En avril 2022, le FIDA a lancé l'Initiative de riposte à la crise (ci-après l'« Initiative ») dans le but de protéger les moyens d'existence productifs en zone rurale et de favoriser leur résilience au cœur d'une crise mondiale déclenchée par la guerre en Ukraine et d'autres facteurs, dont les effets se font sentir sur les marchés et les prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et des carburants. L'Initiative vise à mettre à profit et à compléter les projets menés dans le cadre du programme de travail du FIDA afin de permettre aux petits producteurs ruraux de bénéficier de nouveaux débouchés commerciaux qui ont vu le jour à l'échelle locale à la suite de la crise et de protéger les acquis du développement obtenus dans le cadre des projets existants.
2. L'Initiative permet d'orienter des financements accordés sous forme de dons vers des activités relevant d'un ou plusieurs des quatre volets suivants: i) veiller à ce que les petits exploitants, pêcheurs et éleveurs puissent accéder, à un coût abordable, à des intrants – animaux reproducteurs, semences, fourrage, carburant, engrais et technologies; ii) améliorer la production et les systèmes alimentaires en investissant dans des infrastructures à petite échelle pour améliorer la capacité de production et réduire les pertes après récolte; iii) favoriser l'accès aux financements; iv) faciliter l'accès aux marchés. Ces quatre volets couvrent des besoins et possibilités spécifiques pour le groupe cible du FIDA sur fond de perturbations des marchés et des prix associées à la crise. Ils s'inscrivent en outre dans le prolongement des axes de travail du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres, récemment clôturé, qui visait également à affecter des financements accordés sous la forme de dons au renforcement de la résilience des moyens d'existence en zone rurale face aux perturbations des marchés et des prix résultant de la crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19.
3. À partir des critères énoncés dans le document intitulé [Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine](#), l'Initiative cible des communautés rurales dans 22 pays qui ont été définis comme pays prioritaires à la suite d'une analyse des besoins et de la vulnérabilité reposant sur plusieurs critères. Ce document présenté au Conseil d'administration précisait également que le FIDA s'efforcerait de cibler les 11 premiers pays de la liste et envisagerait d'étendre l'Initiative au reste de la liste, en fonction des financements disponibles. Les activités prévues dans le cadre de tous les projets financés au titre de l'Initiative doivent être achevées d'ici la mi-2024 afin de permettre leur clôture financière à la fin de 2024. Le calendrier effectif des contributions financières apportées à l'Initiative depuis son lancement a permis d'élaborer 15 propositions de projet¹ à ce jour.
4. Tous les projets financés au titre de l'Initiative ont été mis en conformité avec la stratégie du pays concerné (lorsqu'il y en avait une) et, dans la mesure du possible, rattachés à des projets performants appuyés par le FIDA dans les pays cibles, alors appelés projets structurants². Les activités ont été conçues par les équipes d'exécution des projets structurants, qui ont accordé une attention particulière à la prise en compte des questions liées à la participation et à l'autonomisation des femmes et des jeunes en zone rurale. Dans la mesure du possible, le décaissement des financements prévus au titre de l'Initiative a été planifié dans le cadre des projets structurants appuyés par le FIDA. À défaut, le

¹ Concernant les pays suivants dans cet ordre: Somalie, Érythrée, Afghanistan, Yémen, Éthiopie, Burundi, Madagascar, Mozambique, Haïti, République centrafricaine, Malawi, Mali, Niger, Tchad et Ouganda.

² Toutes les activités de l'Initiative sont rattachées aux projets d'investissement du programme de prêts et dons du FIDA, à l'exception des activités concernant l'Afghanistan, la Somalie et le Yémen, où aucun projet d'investissement de ce type n'était exécuté, mais où des activités étaient menées au titre du programme de travail du FIDA.

décaissement est effectué par l'intermédiaire de tiers tirant un avantage comparatif de leurs modalités d'intervention rapides et efficaces et est rattaché au programme de travail du FIDA, incluant le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres.

5. L'expérience acquise à partir du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres a été prise en compte dans la conception des processus d'exécution de l'Initiative dans le but d'améliorer l'agilité lors de la conception, dans le respect des normes du FIDA en matière d'assurance qualité. Ainsi, un processus d'assurance qualité rationalisé couvrant les activités envisagées dans les pays a été mis en place, s'appuyant sur des procédures existantes concernant l'utilisation de dons provenant de ressources supplémentaires, et complété par une fonction spéciale d'examen assurée par le Groupe assurance qualité³.
6. La supervision des activités financées au titre de l'Initiative est effectuée dans le cadre des activités de supervision et d'appui à l'exécution des projets structurants ou dans le cadre de missions spéciales de supervision en l'absence de projet structurant. Le Département de la gestion des programmes du FIDA est chargé de collecter des données auprès des équipes de pays afin de présenter des informations relatives aux activités de l'Initiative à la direction du Fonds et aux donateurs. La Division recherche et évaluation de l'impact du FIDA réalisera des enquêtes finales afin de déterminer l'impact au regard d'indicateurs spécifiques.
7. Le FIDA s'engage à présenter des informations concernant l'Initiative sur une base annuelle aux donateurs et de façon régulière au Conseil d'administration. Le présent document, premier compte rendu adressé au Conseil d'administration, précise les étapes de la conception et du lancement de l'Initiative et décrit succinctement son exécution à ce jour.

II. État d'avancement de l'Initiative de riposte à la crise

A. Mobilisation de ressources et allocations financières

8. À la fin de l'été 2022, les deux premiers accords de financement avaient été signés, représentant au total 11 millions d'EUR, soit 1 million d'EUR provenant de l'Irlande⁴ et 10 millions d'EUR provenant du Royaume des Pays-Bas⁵. À la fin de 2022, deux nouveaux accords de financement avaient été signés, l'un avec l'Allemagne pour 30 millions d'EUR⁶ et l'autre avec les États-Unis pour 10 millions d'USD⁷. En mars 2023, la Norvège a communiqué son intention de cofinancer des projets en cours d'exécution dans le cadre de l'Initiative dans des pays aux prises avec plusieurs crises et dont la capacité d'absorption était démontrée. Le 22 juin 2023, un accord de contribution additionnelle a été conclu avec l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) pour un montant de 300 millions de NOK (environ 27,6 millions d'USD au taux de change en vigueur à la date de réception de la contribution).

³ Coordonné par le secrétariat du Département de la gestion des programmes, l'examen d'assurance qualité de l'Initiative est assuré par le Groupe assurance qualité, la Division du Contrôleur financier, la Division des services de gestion financière, le Bureau du Conseil juridique et la Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale, suivant les procédures d'examen des propositions de dons provenant de fonds supplémentaires, et permet d'évaluer plusieurs aspects des propositions de financement de l'Initiative, notamment leur solidité sur le plan technique, la disponibilité des fonds, les vérifications préalables relatives à la criminalité financière et l'adéquation du statut juridique du partenaire d'exécution.

⁴ Accord signé le 13/07/2022.

⁵ Accord signé le 10/08/2022.

⁶ Accord signé le 28/11/2022.

⁷ Accord signé le 23/12/2022.

Tableau 1
État des contributions financières à l'Initiative en juillet 2023

<i>État membre</i>	<i>Monnaie locale</i>	<i>Frais de gestion en monnaie locale</i>	<i>Montant net en monnaie locale</i>	<i>Frais de gestion en USD</i>	<i>Montant net en USD</i>	<i>Contribution totale en USD</i>
Irlande	EUR	80 000	920 000	80 984	931 316	1 012 300
Pays-Bas (Royaume des)	EUR	800 000	9 200 000	799 144	9 190 151	9 989 295
Allemagne	EUR	2 400 000	27 600 000	2 534 622	29 148 153	31 682 775
États-Unis	USD	800 000	9 200 000	800 000	9 200 000	10 000 000
Norvège	NOK	24 000 000	276 000 000	2 211 774	25 435 404	27 647 178
Total				6 426 524	73 905 024	80 331 548

9. Pour respecter le calendrier de l'Initiative, il est prévu de ne pas solliciter de contributions supplémentaires auprès des donateurs. Comme indiqué plus haut, l'Initiative doit s'achever à la fin juin 2024 et la clôture financière est prévue pour la fin de 2024, les rapports nécessaires devant être établis dans les mois suivant la clôture financière.
10. Le tableau 2 ci-dessous propose une vue d'ensemble du budget total de l'Initiative.

Tableau 2
Allocations financières de l'Initiative

<i>Poste</i>	<i>Coût (en USD)</i>
Dons aux pays	72 865 158
Montant non affecté	-
Coordination et gestion globale de l'Initiative*	350 000
Appui à l'exécution (consultants, voyages)	350 000
Gestion des savoirs et communication	339 866
Total	73 905 024

* Les activités de coordination et de gestion doivent s'achever à la mi-2025, après la clôture financière

11. Au cours des derniers mois, alors que les financements étaient mobilisés, plusieurs appels à propositions ont été successivement adressés aux pays, sur la base de la liste de pays prioritaires présentée au Conseil d'administration du FIDA en avril 2022. Depuis le premier appel à propositions lancé à l'été 2022, 15 propositions représentant 46,8 millions d'USD ont été approuvées pour l'Afghanistan, le Burundi, l'Érythrée, l'Éthiopie, Haïti, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Mozambique, le Niger, l'Ouganda, la République centrafricaine, la Somalie, le Tchad et le Yémen.

12. Les projets financés au titre de l'Initiative supposant un investissement dans les pays sont dotés d'un budget de 3,13 millions d'USD chacun, en moyenne, et leur période d'exécution va jusqu'à 12 mois. Ils doivent s'achever aux échéances suivantes:
- d'ici la fin décembre 2023 (Afghanistan, Somalie)⁸;
 - d'ici la fin janvier 2024 (Burundi)⁹;
 - d'ici la fin avril 2024 (Éthiopie, Érythrée);
 - d'ici la fin juin 2024 (Haïti, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Tchad, Yémen).
13. Après réception de la contribution de la NORAD, les activités en cours d'exécution qui sont financées au titre de l'Initiative en Afghanistan, au Burundi, au Malawi, au Mozambique, au Niger, en Ouganda, en République centrafricaine et en Somalie bénéficieront d'un financement additionnel en fonction des besoins et de la capacité d'absorption.
14. Le tableau 3 ci-dessous présente une vue d'ensemble des allocations financières (initiales et majorées du financement complémentaire attendu) dans 15 pays, au 18 juillet 2023.

Tableau 3

Allocations financières de l'Initiative

<i>Pays</i>	<i>Allocation initiale de l'Initiative</i>	<i>Allocation complémentaire de l'Initiative (nette des frais de gestion)</i>	<i>Allocation totale de l'Initiative destinée aux dons au profit des pays</i>	<i>Cofinancement (le cas échéant)</i>	<i>Budget total du projet</i>
Somalie	3 000 000*	7 000 000	10 000 000	50 000	10 050 000
Afghanistan	3 300 000*	2 024 246	5 324 246	-	5 324 246
Érythrée	3 300 000*	-	3 300 000	-	3 300 000
Yémen	3 300 000	-	3 300 000	-	3 300 000
Éthiopie	3 299 850*	-	3 299 850	200 000	3 499 850
Mozambique	3 008 036*	2 768 510	5 776 546	-	5 776 546
Madagascar	3 000 000	-	3 000 000	230 000	3 230 000
Burundi	3 000 000*	1 840 000	4 840 000	446 477	5 286 477
Haïti	3 245 000*	-	3 245 000	-	3 245 000
République centrafricaine	3 003 608*	2 765 394	5 769 002	574 000	6 343 002
Malawi	3 000 000*	5 060 000	8 060 000	300 000	8 360 000
Mali	2 887 000	-	2 887 000	-	2 887 000
Niger	3 000 000	2 760 000	5 760 000	-	5 760 000
Tchad	3 250 000	-	3 250 000	354 000	3 604 000
Ouganda	3 213 514	1 840 000	5 053 514	700 000	5 753 514
Total	46 807 008	26 058 150	72 865 158	2 854 477	75 719 635

*Dons déjà approuvés pour un total de 28,2 millions d'USD.

⁸ Prolongement prévu jusqu'en juin 2024, après réception de la contribution complémentaire de la NORAD.

⁹ Prolongement prévu jusqu'en juin 2024, après réception de la contribution complémentaire de la NORAD.

B. Principaux axes de travail des activités exécutées dans les pays au titre de l'Initiative

15. Les volets d'activité de l'Initiative peuvent être décrits plus en détail de la façon suivante:
- a) Veiller à ce que les petits exploitants, pêcheurs et éleveurs puissent **accéder, à un coût abordable, à des intrants – animaux reproducteurs, semences, fourrage, carburant, engrais et technologies** – pour poursuivre les activités de culture, de pêche et d'élevage et continuer d'utiliser des outils à carburant (comme les pompes d'irrigation), tout en favorisant les transitions vers une utilisation durable des intrants et vers d'autres sources d'énergie (notamment les énergies renouvelables), d'intrants et de fourrage, lorsque cela est pertinent et possible.
 - b) **Améliorer la production et les systèmes alimentaires en investissant dans des infrastructures à petite échelle pour améliorer la capacité de production et réduire les pertes après récolte**, grâce à la conception ou à la modernisation d'infrastructures locales (par exemple, petits périmètres irrigués et installations de stockage de l'eau, entrepôts et infrastructures de la chaîne du froid), sous réserve, d'une part, que des plans de viabilité financière soient élaborés pour assurer le bon fonctionnement de ces installations après réception des dons et, d'autre part, que des activités de renforcement des capacités soient menées pour garantir une utilisation durable des infrastructures à l'échelle de la collectivité, l'objectif étant de maximiser la disponibilité locale, la sécurité et la qualité nutritionnelle des aliments de base et d'autres produits et de veiller tout particulièrement à la satisfaction des besoins des femmes et des enfants.
 - c) **Favoriser l'accès aux financements** (y compris aux produits d'assurance et aux produits liés aux envois de fonds) pour répondre aux besoins immédiats des petits producteurs (comme l'acquisition d'intrants agricoles en vue de la période des semis à venir), des microentreprises et petites entreprises rurales et des ménages ruraux, grâce à des dons qui seront associés, selon le cas, à des prêts, à des produits d'assurance et à des produits liés aux envois de fonds fournis par des intermédiaires financiers locaux.
 - d) **Faciliter l'accès aux marchés et aux informations relatives aux marchés** pour les petits producteurs ainsi que pour les microentreprises et les petites entreprises rurales. Le soutien aux marchés revêt une importance particulière compte tenu du climat d'incertitude accrue. En ce qui concerne les informations relatives aux marchés, l'accent sera mis sur les prix et les informations liées à l'offre et à la demande locales et nationales, ainsi que sur la connectivité numérique dans les différentes filières pour favoriser la participation des petits producteurs aux marchés et réduire les risques connexes.
16. Le tableau 4 fournit une vue d'ensemble des grands volets d'activité retenus pour les 15 propositions approuvées à ce jour au titre de l'Initiative. Les axes de travail sélectionnés varient d'un pays à un autre, en fonction des besoins et des possibilités qu'offrent les projets structurants, le cas échéant. Les propositions des pays associent également à parts variables les activités privilégiant une assistance à court terme (par exemple, la fourniture d'intrants subventionnés ou gratuits pour la période des semis à venir) et celles visant un impact à plus long terme (par exemple, un investissement dans les infrastructures de gestion de l'eau).

Tableau 4
Vue d'ensemble des volets prioritaires retenus pour les propositions approuvées au titre de l'Initiative à ce jour

<i>Pays ou projet</i>	Volets prioritaires
Afghanistan (projet autonome)	Volets 1, 2 et 3
Burundi (projet exécuté dans le cadre du Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité)	Volet 1
République centrafricaine (projet exécuté dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes)	Volets 1 et 2
Tchad (projet exécuté dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience)	Volets 1 et 2
Érythrée (projet exécuté dans le cadre du Programme de développement agricole intégré)	Volets 1 et 2
Éthiopie (projet exécuté dans le cadre de la deuxième phase du Programme de développement participatif de la petite irrigation)	Volets 1 et 3
Haïti (projet exécuté dans le cadre du Projet d'économie bleue inclusive)	Volets 1, 2 et 3
Madagascar (projet exécuté dans le cadre du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole)	Volets 1 et 4
Malawi (projet exécuté dans le cadre du Programme de production agricole durable)	Volet 1
Mali (projet exécuté dans le cadre du Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs)	Volet 1
Mozambique (projet exécuté dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives)	Volets 1 et 3
Niger (projet exécuté dans le cadre du Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder) ¹⁰	Volets 1 et 3
Somalie (projet autonome exécuté par l'Institut somalien pour le développement et la résilience)	Volets 1 et 2
Ouganda (projet exécuté par l'unité de gestion du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues)	Volet 1
Yémen (projet autonome)	Volet 2

17. Les axes de travail spécifiques des 15 projets de l'Initiative approuvés à ce jour peuvent être résumés comme suit:

- i) En Afghanistan, le financement versé au titre de l'Initiative soutient la protection et le rétablissement des actifs liés aux moyens d'existence et de la capacité de production, ainsi que l'accès aux financements et aux marchés dans la filière laitière et d'autres filières liées à l'élevage comme celles de la volaille, de l'agneau, de la laine et du cachemire. L'Initiative cible des zones où des projets financés par le FIDA ont déjà été exécutés et d'autres provinces et districts où les bénéficiaires cibles de l'Initiative se trouvent à proximité de pistes empruntées par les populations locales et nomades. Les provinces cibles sont les suivantes: Parwan, Maidan, Wardak, Logar, Khost, Paktia, Laghman, Kunar, Badghis, Samangan et Kunduz.
- ii) Au Burundi, l'appui fourni au titre de l'Initiative a pour but de renforcer la résilience des ménages ruraux pauvres en protégeant leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il vise pour cela à assurer un accès à des semences, à des engrais et à d'autres intrants, ainsi qu'à des services de conseil. La zone d'intervention coïncide avec les provinces couvertes par le projet structurant en cours d'exécution, à savoir Gitega, Karuzi, Kayanza, Ngozi et Muyinga.

¹⁰ À compter de la mi-août 2023, de nouvelles modalités d'exécution sont à l'examen pour les activités financées par l'Initiative au Niger, au vu des circonstances prévalant dans le pays depuis le coup d'État du 26 juillet.

- iii) En République centrafricaine, l'Initiative favorise la résilience et la sécurité alimentaire des ménages ruraux ainsi que leur accès à des possibilités économiques. Elle vise pour cela à assurer un accès à des produits de base et à des services publics en vue de l'établissement de capacités productives de base ainsi qu'à promouvoir l'innovation de façon à améliorer la production, la distribution et l'accès aux marchés. La zone cible comprend les préfectures de la Nana-Mambéré, de l'Ouham-Pendé, de la Lobaye et de l'Ombella-M'poko. Les activités seront concentrées dans des zones à haut potentiel de production végétale et animale.
- iv) Au Tchad, le financement versé au titre de l'Initiative vise à sécuriser la production de cultures pluviales, de décrue et maraîchères dans des systèmes agropastoraux familiaux et à réduire les pertes après récolte de céréales, de produits horticoles et de viande. L'Initiative couvre la zone sahéenne du pays, qui a été parmi les plus touchées par la pandémie de COVID-19 dans un premier temps et plus récemment par la crise ukrainienne, et est très exposée aux risques climatiques. En matière économique, ces provinces sont fortement interconnectées avec la zone urbaine de N'Djamena.
- v) En Érythrée, le financement versé au titre de l'Initiative est utilisé pour acheter des semences améliorées certifiées destinées à la culture, élargir l'appui à la production de bioengrais, distribuer des sacs de stockage et de transport des récoltes et fournir des minipresses-huile gérées par des associations de producteurs de semences. L'Initiative cible en particulier trois *zobas* (régions) jugées favorables pour la production de blé et de colza.
- vi) En Éthiopie, le financement versé au titre de l'Initiative permet de fournir aux ménages de petits exploitants des coupons échangeables contre des intrants, tels que de l'engrais et de la chaux agricole en vue du traitement des sols acides. L'intervention cible des populations rurales pauvres en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les ménages dirigés par une femme et les travailleurs sans terre dans les régions de Sidama, la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, et les régions d'Amhara et d'Oromia.
- vii) En Haïti, l'Initiative fournit des financements, des intrants, des infrastructures et un accès au marché à l'appui de la pêche artisanale, de l'élevage, de la production de sel, de l'apiculture, de la riziculture et de la gestion des bassins versants. L'intervention cible l'aire protégée des ressources naturelles gérées des Trois Baies (AP3B), couvrant les frontières administratives de cinq communes (Limonade, Caracol, Terrier Rouge, Fort Liberté et Ferrier). En plus de l'AP3B et des villages de pêcheurs des environs, le projet met également l'accent sur les bassins versants qui alimentent ces zones.
- viii) À Madagascar, le financement versé au titre de l'Initiative permet de procurer à des producteurs des intrants tels que des semences et des produits agropharmaceutiques, ainsi que de sécuriser l'accès des producteurs aux marchés par l'entremise de l'organisation de ventes groupées et de la formation. Ce projet est exécuté dans des zones fortement touchées par l'insécurité alimentaire, telles que les régions du centre (Analamanga, Amoron'i mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy) et du Sud-Est (Vatovavy, Atsimo Atsinanana), d'où provient une grande partie de la production agricole destinée aux principales villes du pays.
- ix) Au Malawi, l'Initiative soutient la production de semences de base de légumineuses et leur utilisation par les agriculteurs, ainsi que l'accès aux intrants de production animale et végétale pour améliorer la productivité agricole et la nutrition. Les zones ciblées sont les districts de Blantyre, Chiradzulu et Balaka, dans la région Sud. Grâce au financement additionnel apporté par la NORAD, ce projet sera étendu aux districts de Machinga, Zomba et Phalombe, dans la région Sud, et au district de Karonga, dans la

région Nord. Tous les districts de la région Sud ont été gravement touchés par le cyclone Freddy, tandis que le district de la région Nord a récemment connu une période sèche.

- x) Au Mali, le financement versé au titre de l'Initiative est utilisé pour distribuer des biodigesteurs assortis de kits photovoltaïques, ainsi que des bioengrais destinés aux systèmes de production agroécologiques. Les activités sont exécutées dans les régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro et Ségou, ciblant les femmes, les hommes et les jeunes à la tête de petites exploitations agricoles (cultivateurs, éleveurs, agropasteurs) les plus vulnérables aux changements climatiques.
- xi) Au Mozambique, l'Initiative soutient la production de semences de manioc, de pomme de terre et de haricot, ainsi que d'aliments destinés à l'aquaculture, et apporte des financements à court terme afin de répondre aux problèmes de flux de trésorerie des petits exploitants. Le projet promeut également l'utilisation de technologies d'irrigation économes en énergie (pompes solaires). Les activités seront exécutées dans les provinces de Maputo, Gaza et Inhambane (sud du pays) et dans la province de Niassa, dans le nord du Mozambique. Cette dernière est la province la plus pauvre du Mozambique et abrite actuellement un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.
- xii) Au Niger, le financement versé au titre de l'Initiative permet de fournir à des producteurs des intrants tels que des semences, des engrais ou des produits phytosanitaires et zoosanitaires, et contribue aux investissements concernant le travail du sol et l'accès des agriculteurs aux marchés de demi-gros. L'Initiative est exécutée dans des zones où se concentrent les producteurs agricoles fortement touchés par l'insécurité alimentaire, mais dotés d'un potentiel agricole élevé, comme les régions de Maradi, Tahoua, Zinder et Dosso.
- xiii) En Somalie, l'Initiative appuie les capacités de production agricole, les chaînes d'approvisionnement alimentaires (notamment celles de l'élevage) et les infrastructures résilientes d'irrigation et d'approvisionnement en eau à usage domestique, en mettant l'accent sur l'investissement en faveur de technologies de production durables. L'Initiative cible actuellement les communautés de petits exploitants, éleveurs et agropasteurs en zone rurale dans les États membres fédérés de Galmudug, de Hirshabelle et du Puntland.
- xiv) En Ouganda, les activités de l'Initiative visent à renforcer la résilience des ménages au sein des communautés cultivant le palmier à huile dans les districts de Buvuma, Kalangala et Mayuge. Le financement versé au titre de l'Initiative permettra de fournir des intrants en vue de la production de maïs et de soja, notamment des semences, des engrais complexes, des herbicides et des pesticides, afin d'améliorer la production et les revenus des ménages durant la crise actuelle.
- xv) Au Yémen, l'Initiative permet d'investir dans les vivres pour la création d'actifs, apportant un appui immédiat aux moyens d'existence des populations rurales, actuellement menacés, tout en encourageant l'investissement dans les infrastructures critiques du système alimentaire local et les moyens de production des communautés. Elle cible les personnes vulnérables et les ménages pauvres en situation d'insécurité alimentaire dans les gouvernorats de Hodeïda, Dhamar, Lahj et Taïz. Les gouvernorats ciblés se trouvent actuellement en situation d'urgence alimentaire ou en situation nutritionnelle grave ou critique et affichent des niveaux élevés de pauvreté rurale.

18. Les projets de l'Initiative approuvés jusqu'à présent devraient bénéficier à approximativement 571 940 ménages, moyennant un coût d'environ 127 USD par ménage ciblé.

C. Vue d'ensemble de l'exécution des activités de l'Initiative

19. Toutes les activités de l'Initiative exécutées dans les pays sont en phase de préparation ou en début d'exécution, étant donné que les derniers mois ont été consacrés à la conception et aux examens de qualité internes, ainsi qu'à la mobilisation de ressources, et que l'exécution ne pouvait véritablement débuter qu'après réception de financements suffisants pour préparer les accords de financement correspondants.
20. Des activités ont commencé dans quelques pays, notamment ceux qui ont été invités en premier à concevoir des propositions de projets, financées par les premières contributions de donateurs. À titre d'exemple, en Somalie, 75% de l'allocation initiale a été décaissée, et en Afghanistan, 90% des fonds alloués ont été utilisés ou décaissés. Il en va de même pour l'Éthiopie, où 100% des fonds alloués au titre de l'Initiative ont été décaissés, et le Malawi, où 66% des fonds alloués avaient été décaissés au 14 juillet 2023.
21. Dans certains cas, le lancement des activités a été retardé en raison de circonstances externes. Par exemple, au Malawi, à la suite du cyclone Freddy, le Gouvernement a demandé au FIDA d'élargir la portée géographique du projet. Un financement additionnel de la NORAD va contribuer à cet élargissement. Dans d'autres cas, des facteurs internes ont également eu des répercussions. Par exemple, à Madagascar, le projet structurant auquel se rattache l'Initiative a été réorganisé au cours des derniers mois, mais la signature d'un accord de financement est à présent attendue pour la fin juillet 2023.
22. Certains des projets dont l'exécution est plus avancée ont déjà obtenu des résultats mesurables. Deux exemples sont présentés ci-après, reposant sur les données transmises par les équipes de pays à partir des missions et observations initiales. Des données validées renvoyant au cadre logique de chaque projet et au Cadre de gestion des résultats de l'Initiative seront présentées dans le prochain rapport qui sera présenté au Conseil d'administration en 2024.
- En **Afghanistan**, à la mi-juillet, l'équipe de pays a indiqué que le projet financé dans le cadre de l'Initiative avait fourni un appui technique et en nature à 173 unités vétérinaires de terrain, ayant administré 945 356 doses de vaccins au bénéfice de 14 353 ménages d'éleveurs. Les unités vétérinaires de terrain ont également traité 635 009 animaux. Au total, 595 groupes de vulgarisation comptant 11 901 membres actifs ont été créés et ont bénéficié de formations et d'un appui du projet et des unités vétérinaires de terrain dans les provinces ciblées. Dix-neuf villages ont été recensés et sélectionnés en vue de la création de banques d'aliments pour animaux, et 15% du travail de construction est achevé. Au total, 1 367 éleveurs parmi les plus pauvres des provinces ciblées ont été formés à l'importance d'utiliser des médicaments, des vaccins et des aliments pour animaux de qualité, ont été mis en relation avec des unités vétérinaires de terrain des environs et ont reçu un coupon d'une valeur de 10 USD permettant de faire soigner et vacciner leurs animaux contre des maladies communes.
 - En **Somalie**, quelque 5 000 personnes de 23 villages ont été enregistrées comme bénéficiaires du projet. Des déplacements dans huit villages ont été réalisés afin de recenser les besoins en matière d'irrigation agricole et d'infrastructures liées à l'eau et de déterminer les zones prioritaires pour ce qui est de l'investissement en faveur d'infrastructures alimentées par l'énergie solaire. Un appel à la concurrence national a été lancé dans le but de trouver des fournisseurs et prestataires de services potentiels dans les États cibles, et les équipes de pays attendent l'achèvement en fin de mois des

contrats d'approvisionnement et de service, de livraison et de distribution de colis de semences agricoles, maraîchères et fourragères pour une surface de 3 620 hectares, de 3 620 sacs de bioengrais, de 1 750 sacs d'aliments pour animaux et de 3 500 têtes de petits ruminants.

CRI Results Management Framework

Note: Tier 1 outcome and impact indicators are expected to be measured, in most cases, at the level of affiliated project(s), given that the CRI responds to the urgent need to protect development gains related to productive livelihoods among households (households) and communities supported through IFAD's programme of work. Moreover, for all IFAD-anchored projects, it will be mandatory to assess the effectiveness of CRI activities through supervision and completion reporting, either embedded into IFAD's supervisions of said projects or on a standalone basis, depending on the respective timelines. In the event of CRI resources supporting initiatives not anchored around IFAD projects, supervision and completion reporting will be carried out on a standalone basis. Funding for Tier 1 surveys will be mobilized as part of supplementary funds raised for the CRI initiative.

Overall goal:

To protect the development gains and livelihood of poor rural households and producers while reinforcing their resilience to the Ukraine war crisis in countries worse affected and already suffering from shocks.

Objective	Indicators	Targets
<i>Tier 1: Development Results¹¹</i>		
Minimise impacts of Ukraine war crisis on livelihoods, resilience and food security of IFAD's target group, and maintain progress towards IFAD12 Impact Targets.	Number/percentage of households reporting that the following was maintained or improved during the CRI implementation period: <ul style="list-style-type: none"> • Household income • Value of production • Value of market sales • Food security 	Tracked
<i>Tier 2: Outreach and service delivery</i>		
Overall outreach	Number of households receiving support through CRI-financed project	Tracked (overall and by gender and youth)¹²
Pillar 1. Provision of inputs and technology packages to safeguard current and future food availability	Number of small-scale producers' accessing production inputs (including fertilizer) and/or related technology packages funded through the CRI	Tracked (overall and by gender and youth) Afghanistan: 66,700 Burundi: 17,032 CAR: 1,750 Malawi: 27,075 Mozambique: 8,335 Niger: 5,945 Somalia: 7,750 Uganda: 3,177
Pillar 2. Investment in small scale production and post-harvest infrastructure to improve food availability and quality and reduce food losses and waste	Number of small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) accessing production or post-production infrastructure funded through the CRI	Tracked (overall and by gender and youth) Afghanistan: 60,030 HH CAR: 875 HH Mozambique: 2,500.5 HH

¹¹ A methodological note for Tier 1 indicator surveys will be developed in parallel with the onset of CRI implementation.

¹² A share of 50% women and 25% youth will be encouraged by project teams where feasible given context.

Pillar 3. Facilitating access to financial services to address short-term investment capacity and improve rural resilience in the face of price shocks	Estimated number of small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) benefitting from financial services for short-term needs (working capital, remittance-based services, insurance, trade finance) supported by the CRI	Tracked (overall and by gender and youth) Afghanistan: 20,010
Pillar 4. Facilitating access to market related information to empower small-scale producers to respond to changing market opportunities and manage price risks	Number of persons: 1) connected to e-platforms for information, 2) sending and receiving money in the context of value chain transactions, or 3) connected to other digital services related to market participation where relevant	Tracked (overall and by gender and youth) Uganda: <ul style="list-style-type: none"> • 3,920 people connected to -platforms for information (1,960 female and 980 youths) • 27,440 people sending and receiving money in the context of value chain transactions (13,720 women and 6,860 youths) • 3,920 people connected to other digital services related to market participation (1,960 female and 980 youths)
<i>Tier 3: Operational efficiency and effectiveness</i>		
Scale	Amount of funds approved	Tracked
Speed of IFAD response	Average time from approval by VP ¹³ to 1 st disbursement (days)	90 days
Speed of implementation	Disbursement rate at planned completion date	100%
In-country partnerships	Number of CRI-funded activities implemented through government entities Number of CRI-funded activities implemented through UN/RBA collaboration Number of CRI-funded activities implemented in partnership with farmers' organizations, NGOs or private sector entities	tracked tracked tracked
Learning and knowledge sharing	Number of learning/dissemination events about the CRI and its impact on communities facing impacts of the crisis and other shocks Number of external blogs about the CRI and its impact on communities facing impacts of the crisis and other shocks	2 2

¹³ EB in the case of private sector entity recipients.